

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 3/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEOVALY

2870 Avenue de l'Europe
69140 Rillieux-la-Pape

Références : UD-R-SSDAS-23-164-LL
Code AIOT : 0006104050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement NEOVALY implanté 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOVALY
- 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape
- Code AIOT : 0006104050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Mise en service en juillet 1989, sur la commune de RILLIEUX-LA-PAPE, l'usine d'incinération appartient au Grand Lyon. Cette usine est exploitée dans le cadre d'un marché d'exploitation de juin 2019 à juin 2027 par la société NEOVALY, filiale du groupe SUEZ. Ce marché a intégré une partie importante de travaux de rénovation, conduits principalement en 2020 et 2021. Fin 2021, l'ancienne

chaudière de secours située dans l'enceinte de l'usine a été déposée. Elle a été remplacée par des équipements externes à ce site ICPE, assurant la sécurité d'approvisionnement du réseau de chauffage urbain.

L'usine dispose de 2 fours de capacité unitaire de 12 t/h. La fosse, d'une capacité volumique de 6000 m³, a été dimensionnée initialement dans la perspective de la création d'un 3^e four (projet abandonné). L'épuration des fumées se fait essentiellement par voie humide. La chaleur produite par les fours est récupérée puis valorisée par l'intermédiaire d'un réseau de chauffage urbain sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole (réseau Plateau Nord) qui alimente environ 12 000 équivalent-logements. Ce réseau est en développement vers Caluire jusqu'en 2024. L'usine dispose également d'un turboalternateur produisant de l'électricité pour les besoins internes de l'usine, le surplus d'électricité produite rejoignant le réseau ENEDIS.

Par délibération en date du 27 juin 2022, la métropole du Grand Lyon a adopté son schéma directeur « déchets » à l'horizon 2030 qui prévoit la pérennisation de cette usine à cet horizon temporel, notamment afin de maintenir la source d'énergie principale du réseau de chaleur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Maintenance préventive – cas des TAR	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.4.1.7 IV	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Suivi environnemental autour du site	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Application du PPA	Arrêté Préfectoral du 24/11/2022, article plan d'action, ACTION I.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan de gestion des périodes hors fonctionnement normal - OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2	/	Sans objet
3	Disponibilité des réactifs	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3.1.1	/	Sans objet
4	Conception, entretien et suivi des électrofiltres	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 17	/	Sans objet
5	'Maintenance préventive – cas du silo à REFIOM	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'usine d'incinération de Lyon Nord est en capacité d'incinérer les déchets apportés par le Grand Lyon dans des conditions conformes à la réglementation. L'outil est maintenu en bon état. La prise en compte du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération lyonnaise est en cours, des compléments sont attendus de l'exploitant sous 3 mois.

Un point de vigilance concerne le maintien en bon état des tours aéro-réfrigérantes. Le plan d'action doit être précisé d'ici deux mois.

S'agissant de la surveillance environnementale autour du site, il est demandé à l'exploitant sous 3 mois des compléments d'information (présence ou non d'élevage d'animaux, pertinence des points de mesure d'ATMO).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application du PPA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2022, article plan d'action, ACTION I.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Le Plan d'action du PPA prévoit pour les sites IED existants, à son action I.1.1 : RÉDUIRE LES ÉMISSIONS CANALISÉES ET DIFFUSES DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES SOUMISES À LA DIRECTIVE IED Viser les valeurs basses des niveaux d'émissions autorisés pour les meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) en NOx, PM, COV et si besoin SO2 pour les installations existantes : Pour les principaux émetteurs, prescrire par arrêté préfectoral une étude technico-économique (ETE) consistant à mettre en balance l'ampleur des baisses d'émissions envisageables et les coûts d'investissements nécessaires pour y parvenir, afin de préparer un arbitrage quant à la capacité à "viser" les fourchettes basses. L'analyse prendra en compte les émissions diffuses, après un travail de caractérisation si nécessaire
Constats : L'usine d'incinération Lyon Nord fait partie des ICPE concernées par le Plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise (PPA). Le PPA demande aux autorités de contrôle de ces installations de prescrire dans leurs arrêtés préfectoraux, des valeurs d'émission dans l'air plus restrictive que celles de l'arrêté ministériel « IED » du 12/01/2021 qui rentre en vigueur le 3/12/2023. Avant de mettre à jour ces valeurs limites, une étude technico économique pourra être prescrite si nécessaire. Le contrat liant NEOVALY au Grand Lyon depuis 2019 expire en juin 2027. Dans le cadre de ce contrat, aucun investissement lourd améliorant encore le traitement des fumées n'est prévu. Dans la période suivante 2027/2030, l'exploitant indique que cette usine devra être en capacité d'incinération à plein régime du fait de la refonte totale de l'usine LYON Sud. Sur Lyon Nord, le passage de traitement humide à traitement sec se fera après 2030, une fois la mise en service de la nouvelle usine Lyon sud effectuée. Concernant les émissions d'oxyde d'azote (NOx), le contrat liant NEOVALY au Grand Lyon implique le respect en moyenne-jour de la VLE à 50 mg/nm ³ , ce qui correspond à la valeur basse du BREF, retenue par le PPA. Cette valeur est inférieure à celle de l'Arrêté préfectoral actuel, qui est à 80 mg /nm3, valeur retenue par l'AM du 12/01/2021 précité. Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmet à l'Inspection un état des lieux portant sur l'année 2023 et examinant en fonctionnement normal, le niveau des moyenne-jour atteinte (en concentration) par rapport aux valeurs de référence du PPA, et identifie les marges de manœuvre d'une part en rythme nominal, d'autre part en cas de pic de pollution, afin de proposer des améliorations en lien avec le PPA. En 2024, l'Inspection proposera l'adoption d'un arrêté préfectoral complémentaire avec les VLE renforcées, dont celle relative aux NOX à 50 mg/nm3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de gestion des périodes hors fonctionnement normal - OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article '3.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, émissions anormales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : – mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; – mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; – examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC</p>
<p>Constats :</p> <p>14 cas de fonctionnement dégradé classé OTNOC ont été définis.</p> <p>Le tableau de suivi de chacune des 2 lignes d'incinération, de février à septembre, a été présenté par l'exploitant en séance. L'Inspection a noté l'absence d'enregistrement OTNOC sur la ligne 1 s'agissant du cas « arrêt de four » alors que l'incrément automatique du compteur aurait dû reporter au moins 1h OTNOC par arrêt et 1h par redémarrage du four.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à intégrer, dès le mois de décembre 2023, les données OTNOC au rapport mensuel transmis à la DREAL.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Disponibilité des réactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : <ul style="list-style-type: none">• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.
Constats : Le tableau des stocks de réactif est intégré au sein du tableur « Bilan_NEOVALY2023.xls » Les produits sont en colonne, et un décompte journalier des consommations y est fait. Les commandes sont tracées dans ce fichier, ainsi que les livraisons. Ces dernières années, aucun arrêt de four n'a été causé par un manque de réactifs. S'agissant de l'ammoniaque à 24,5 %, un des réactifs les plus importants (utilisé pour l'abattement des NOx), le rythme de livraison actuel est d'environ tous les 15 jours. L'exploitant a indiqué que l'ajustement précis de la quantité à livrer se fait 2 j avant, afin d'éviter tout risque de sur-livraison ou de sous-livraison. Les livraisons varient entre 17 et 20 t. La cuve aérienne de NH3 a une capacité de 32 m³. L'exploitant n'a pas encore examiné l'opportunité et la faisabilité technique d'ajouter une deuxième cuve afin de disposer d'une marge temporelle plus importante entre 2 livraisons.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conception, entretien et suivi des électrofiltres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, AR 2023
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission dans l'air. - Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'annexe 1 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.
Constats : Un budget de « gros entretien rénovation » de plus de 400 k€ par ligne avait été prévu par l'exploitant et la Métropole dans le cadre du marché 2019/2027, pour une réalisation à l'horizon 2024. Les rapports de contrôle annuel de ces 2 installations, en 2022, effectués lors de l'arrêt majeur annuel, ont montré la nécessité de démarrer les travaux sur la ligne 2 durant l'arrêt majeur d'octobre 2023. Lors de la présente visite, l'Inspection a constaté le remplacement de nombreuses pièces d'usure de l'intérieur de l'électrofiltre. Deux équipes de 15 personnes sont en action. Pour la ligne 1, l'exploitant a indiqué que ces travaux sont prévus lors de l'arrêt annuel majeur d'avril 2024. Ces travaux ont pour objectif de maintenir la disponibilité et les performances de l'équipement, dont la technologie est mature. Le niveau d'abattement des poussières en sortie de cet équipement reste identique en rythme nominal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : 'Maintenance préventive – cas du silo à REFIOM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, usure
Prescription contrôlée : Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.
Constats : Des accidents relatifs à l'affaissement / effondrement du silo à REFIOM (le silo qui centralise les cendres volantes et résidus de filtration des fumées) ont eu lieu sur 2 incinérateurs en France (Toulouse, cf. incident du 29/11/2021 sur un incinérateur, dû à la corrosion de la base du silo de cendres dites REFIOM, fiche ARIA / Barpi N° 58340 ; et incident à Pontmain en 2023). L'exploitant a donc entrepris, de façon préventive, un diagnostic complet pendant l'arrêt des communs du mois d'août 2023. Le silo a été vidé intégralement et l'épaisseur des tôles a été mesurée. Le rapport transmis à l'Inspection confirme le bon état général de ce silo. L'exploitant a fait changer la vis sans fin et le dispositif de remplissage du camion-citerne qui vient enlever les REFIOM.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.4.1.7 IV
Thème(s) : Risques chroniques, risques sanitaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sont annexés au carnet de suivi :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ; – l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ; – les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; – le plan de formation ; – les rapports d'incident et de vérification ; – les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ; – les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ; – les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau.
<p>Constats :</p> <p>Aucun incident ou dérive n'a été reportée durant la saison 2023. Le prestataire NALCO est chargé de la surveillance, du suivi, et de l'approvisionnement en produits chimiques spécifiques à cette installation.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un tableau « plan d'actions suite AMR » basé sur les AMR 2020 et 2022. Ce tableau indique par ligne le diagnostic, le risque correspondant et les actions entreprises / à entreprendre pour remédier aux « risques résiduels à surveiller » et « risques résiduels significatifs ».</p> <p>Concernant la ligne de diagnostic « SURF2 », qui indique que « les parties constituées d'acier galvanisé sont passablement corrodées (parties visitées et/ou document indiquant des traces de corrosion importantes », et qu'il faudrait « envisager la réfection des surfaces corrodées », sa résolution ne paraît pas suffisamment engagée. En effet, l'Inspection a noté que les commandes de réparation n'avaient pas encore été contractualisées auprès des entreprises prestataires compétentes.</p> <p>Dans un délai de 2 mois, l'Inspection demande à l'exploitant de transmettre le plan d'action et le planning de travaux relatif à la résorption des anomalies constatées sur la ligne SURF2.</p>
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 71.6.4
Thème(s) : Risques chroniques, air et sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place, sous sa responsabilité et à ses frais, un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement portant au moins sur les dioxines et furannes et les métaux. Les modalités de ces contrôles sont définies et portées à la connaissance de l'inspecteur des Installations Classées et formalisées dans un plan de surveillance environnementale (description des différents points de prélèvements et /ou mesures, modalités de prélèvements, type et fréquence des mesures et analyses...). Les points de mesures et de prélèvements sont choisis dans les zones de retombées maximales des émissions, compte tenu des vents dominants et des caractéristiques des émissions. Ce plan de surveillance doit au minimum : • permettre par tout moyen adapté (jauges de retombées...) de suivre les niveaux de concentration des retombées éventuelles en dioxines et furannes et métaux et de détecter des niveaux anormalement élevés ; • comprendre au moins une analyse annuelle de dioxines et furannes à partir d'un échantillon de lait de vache, ou à défaut du lait de chèvre ou de brebis, appartenant au troupeau localisé dans les zones de retombées maximales définies ci-dessus. Toutefois, l'exploitant peut proposer à l'inspection des installations classées de modifier le nombre, la nature ou les modalités de ces prélèvements sur la base de justifications dûment argumentées (utilisation d'autre moyen de contrôle, absence d'élevage localisé dans les zones retombées maximales...). Excepté pour les prélèvements de lait, le plan de surveillance comporte également au moins un point de prélèvement « témoin » dans un secteur non exposé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des campagnes ATMO pour ce qui le concerne, puisque l'exploitant participe à ces campagnes de mesure depuis de nombreuses années.</p> <p>L'Inspection constate que les données de base suivantes doivent être réinterrogées ou du moins vérifiées puisque pour certaines elles remontent à 2008 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le schéma de dispersion des fumées, rose des vents du site - les zones de retombée maximale (et lien avec les points ATMO de retombée / mesure de l'air ambiant) - le choix du témoin « local » (autre que Lyon centre) <p>Dans un délai de 3 mois, l'Inspection demande à l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'historique des données de base utilisées chaque année par ATMO pour le compte de NEOVALY ; - le compte rendu des recherches que vous mènerez afin de déterminer si des élevages (vache, chèvre, brebis) sont susceptibles de s'être développés dans l'Ain ou dans le Rhône, dans les zones de retombées maximales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible ⁽¹⁾
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Application du PPA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/11/2022, article plan d'action, ACTION I.1.1

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des périodes hors fonctionnement normal - OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article '3.5.2

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Disponibilité des réactifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 3.1.1

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Conception, entretien et suivi des electrofiltres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 17

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : 'Maintenance préventive – cas du silo à REFIOM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.1.2

Information confidentielle :

Nom du point de contrôle : Maintenance préventive – cas des TAR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.4.1.7 IV

Information confidentielle :